Racisme : Un membre du gouvernement de transition français s'auto-dénonce (dystopie)

30/12/2013 à 21h31

NB: Ce texte correspond à une série d'anticipation et/ou de politique-fiction…

Paris, 26 août 2025 (Chine Nouvelle) **– Bernard Langlain, membre du Comité de salut français, organe qui assure le pouvoir de transition en France depuis le conflit militaire de 2023, s'est dénoncé lundi au Tribunal supérieur d'entente ethnique (TSEE) pour "*pensée ou comportement insufflé par des motivations racistes*", rapporte le site Internet du CSF lundi.**

"*Alors que je me promenais récemment dans mon quartier, j'ai eu un mouvement de recul en croisant une bande de jeunes gens. J'ai par la suite analysé les motivations de mon acte et il me semblerait qu'il soit le fruit d'une impulsion raciste et d'une peur abstraite. Ceci illustre parfaitement que même les personnes situées aux postes les plus élevés en cette période de transition difficile pour le pays peuvent être sujets à la haine*", stipule la lettre de dénonciation reproduite par le Comité de salut.

"*Je tiens par la présente à dénoncer cet acte et ses motivations, mais souhaite dans le même temps insister sur une responsabilité partagée avec mon entourage: enseignants, famille, proches*", indique-t-il.

Conformément à la procédure, le CSL a annoncé avoir lancé une

procédure de vérification de grande ampleur, au cours de laquelle l'ensemble des proches de M. Langlain feront l'objet d'une "*enquête approfondie*".

M. Langlain a été immédiatement démis de ses fonctions et placé à la disposition de la cellule parisienne Comité de salut national. Il encourt la peine de mort.

Certains analystes désireux de garde l'anonymat contactés par Chine Nouvelle évoquent une lettre écrite sous la torture visant à éloigner M. Langlain des structures dirigeantes, à l'heure où des luttes de pouvoir intestines d'une rare violence tiraillent le jeune CSF.

Pour rappel, les Grandes émeutes de l'été 2020 ont abouti sur l'autonomie de fait de plusieurs zones et villes de France, qui ont par la suite obtenu un statut flou vis-à-vis de Paris.

Afin de contrer la montée en puissance de la Coalition nationaliste et identitaire (opposition), le pouvoir a été provisoirement transmis au Comité de salut français, constitué de 12 membres, chargé de rédiger une nouvelle Constitution. Le CSF a pris le contrôle de l'armée, qui a été mobilisée pour venir à bout de plusieurs soulèvements nationalistes en 2023.

Le Tribunal supérieur de l'entente ethnique a lancé une vaste purge visant à débarrasser le pouvoir de ses éléments racistes, prononçant plus de 700 condamnations à mort ces cinq derniers mois.